

Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/oman-vingt-net-citoyens-condamnes-09-08-2012,43190.html>

Maghreb/Moyen Orient - Oman

La liste noire s'allonge

Vingt net-citoyens condamnés

9 août 2012

[Lire en arabe \(بالعربية\)](#)

Reporters sans frontières dénonce vivement les décisions prises par le tribunal de première instance de Mascate, les 6 et 8 août 2012, de condamner à une peine d'un an d'emprisonnement vingt net-citoyens.

« Ces condamnations, sous le prétexte de punir des propos prétendument diffamatoires, s'inscrivent dans le prolongement de la longue série noire touchant les net-citoyens qui ne font qu'exercer leur droit à exprimer leurs opinions sur la politique du Sultan Qaboos bin Saeed Al-Saeed et son gouvernement », a déclaré Reporters sans frontières. L'organisation exhorte la justice à casser le verdict en appel et à lever les charges abusives qui pèsent sur ces personnes.

Le site d'information *Gulfnews.com* a rapporté que **Saeed Al-Hashmi, Basma Rajhi, Basma Al-Kiyumi, Mukhtar Al-Hinai, Nasser Al-Gailani, Mohamed Al-Fazari, Mahmoud Al-Rawahi, Khalid Al-Nobli, Badar Al-Jabri, Mohammad Al-Janadi** et **Abdullah Al-Gilani** ont été condamnés le 8 août 2012 à un an d'emprisonnement et une amende de 200 riyals (environ 420 euros) pour « rassemblement illégal » et « trouble à l'ordre public ». Certains ont également été condamnés pour crime de lèse-majesté et violation de la loi contre la cybercriminalité. Pour porter l'affaire à une juridiction supérieure en appel, chacun devra payer la somme de 1000 riyals.

Contrairement aux procédures habituelles le juge Yousuf Al-Faleti a rendu son verdict en fin de journée. L'administration étant fermée pour le week-end, les onze personnes condamnées n'ont pu faire appel ou déposer une demande de libération conditionnelle. Transférés en prison, ils seront détenus au moins jusqu'au samedi 11 août, avant de pouvoir le faire.

Le 8 août toujours, dans une affaire similaire, **Ossama Al-Thuwaiya** a été condamné à un an de prison pour les mêmes chefs d'inculpation. L'examen du dossier de **Maimouna Baadi** a quant à lui été repoussé au 26 août.

Par ailleurs, 6 août dernier, le tribunal de première instance de Mascate a reconnu coupable de crime de lèse-majesté **Hilal Al-Bousaïdi, Aïssi Al-Massaoudi, Bassam Abu-Kassida, Rached Al-Badi, Mohamed Al-Kayoumi, Abdallah Al-Abedli, Ahmed Al-Maâmri** et **Aâwad Al-Saouafi**. Les huit accusés ont été condamnés à un an de prison et à verser une amende de 1 000 rials (environ 2 130 euros) pour avoir tenu des « propos insultants » sur les réseaux sociaux contre le Sultan d'Oman, Qaboos bin Saeed Al-Saeed, ainsi que pour la « diffusion de documents nuisant à l'ordre public ».

Toutefois, **Amina Al-Saâdia**, inculpée dans cette affaire et déjà libérée sous caution le 25 juillet dernier, a été acquittée et toutes les poursuites contre elle ont été abandonnées.

La constance du sultanat à vouloir museler les voix dissidentes est alarmante. En effet, le mois de juillet dernier a vu la condamnation de dix personnes par le tribunal de première instance de Mascate : **Mahmoud Hamad Al-Rawahy** et trois autres militants le 9 juillet ainsi que six autres militants [dont Mona Hardan, le 16 juillet dernier.](#)

En visitant notre site Internet, vous pourrez télécharger ces documents :

- CP - Oman en arabe, (PDF - 42 ko)
-